Elles doivent être complétées par d'autres éléments tels que:

- un programme de traitement, élaboré en concordance avec l'intéressé, les parents ou le mentor (39);
- un contrat de prise en charge, par lequel la relation entre le handicapé et l'institut, qui le prend en charge, est clairement définie (39);
- des instances de contrôle, qui n'ont pas seulement un devoir de contrôle, mais chez lesquelles on peut aussi déposer plainte. Ces instances ne doivent pas uniquement émaner des services d'inspection officiels. On peut également prévoir un "ombudsman" ou des commissions de contrôle dans lesquelles les parents sont représentés. Une telle commission existe par exemple en Norvège "Contrôle commission Boards for mentally retarded people" (40) ou en Suède la commission de parents créée par l'Association suédoise pour handicapés mentaux (41).

---

(39) R. VINK, *Jurist Paul LAURS over de rechten van de zwakzinnigen*, o.c., p. 4-9.

(40) R. HEGGELAND, "How do I know the service is good"? *Control Commission Boards for Mentally Retarded People*, 7-th. World Congress of the ILSMH on Mental Handicap. *Congress Proceedings*, II, p. 286-294.

(41) A. EVERITT, o.c., p. 365-369.